

► a un an, le président Ravalomanana n'apprécie pas que son successeur, Mgr Odon Razanakolona revienne à la traditionnelle neutralité critique de l'Eglise. Collaborateur des évêques et membre actif de la société civile, étranger de surcroît, je devenais une cible toute trouvée pour un président impulsif et colérique.

Dans leur communiqué, des évêques donnent à mon expulsion toute sa dimension ecclésiale et politique: « L'Eglise considère comme mission prioritaire la promotion de la justice et de la paix ainsi que l'option préférentielle pour les plus pauvres. C'est pourquoi, elle a le devoir de parler par la bouche de ses missionnaires — qu'ils soient étrangers ou autochtones — dès que sont mis en cause

les droits des pauvres par des actes de violence ou par soif d'hégémonie [...] Ce n'est en aucune manière une immixtion dans les affaires de l'Etat ». Cette expulsion reflète l'arbitraire d'un régime qui fait tout pour verrouiller

son pouvoir et menace ainsi les fragiles acquis démocratiques existants dans le pays.

Sylvain Urfer sj



## Editorial

Dans ce numéro, la note consacrée à la région d'Abéché (Est du Tchad) mentionne l'activité locale du Service Jesuite des Réfugiés. C'est l'occasion de présenter brièvement cette organisation catholique internationale, fondée en 1980 à l'initiative du P. Arrupe. Active dans une cinquantaine de pays, elle offre à plus d'un demi-million de personnes des services en matière d'aide d'urgence, d'éducation, de santé, de soutien psychologique, d'accès à l'emploi, de propositions religieuses respectueuses des convictions des uns et des autres. Avec le concours des groupes qui lui apportent un soutien actif, les équipes du JRS (Jesuit Refugee Service) participent ou animent également des programmes d'éducation à la paix et de sensibilisation à leurs droits des populations concernées: réfugiés, personnes déplacées, demandeurs d'asile.

A signaler dans ce sens deux initiatives. La première, entreprise depuis 2003, vise le développement de l'advocacy, c'est à dire de l'ensemble des actions visant à renforcer les droits des réfugiés, à améliorer la manière dont ceux-ci et les personnes déplacées sont traités, à appuyer les actions institutionnelles visant à abolir les causes fondamentales des déplacements forcés, à encourager l'avènement de solutions durables. Travail fondé sur une connaissance des réalités du terrain, le recueil d'informations fiables et des actions d'influence auprès des centres de pouvoir. Seconde entreprise plus récente: la formation avec d'autres ONG d'une Coalition internationale sur la Détenue des Réfugiés, des Demandeurs d'asile et des Migrants, avec comme objectif de limiter la détention pour ces catégories de personnes et de choisir d'autres alternatives.

Tout à la fois réponse à des besoins urgents et recherche de solutions à plus long terme, l'action pragmatique et réfléchie du JRS s'avère être aujourd'hui l'une des formes originales de l'engagement chrétien pour la justice

Louis de Vaucelles sj

Site web du JRS: [Visitez <http://www.jrs.net>](http://www.jrs.net)

## La Lettre du Service Jesuite International

Trimestriel

Rédacteur :

LOUIS DE VAUCELLES SJ

Service Jesuite International

42, rue de Grenelle  
75343 — Paris Cedex 07  
Tél. 01 44 39 46 20/29  
Fax 01 44 39 46 28

Email : [servimissiosj@jesuites.com](mailto:servimissiosj@jesuites.com)

La Lettre est envoyée pendant un an à tout donateur annuel de l'OMCFAA

OMCFAA : L'Œuvre des Missions Catholiques Françaises d'Asie et d'Afrique est une fondation reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des dons et legs.

Siège social  
42, rue de Grenelle  
75343 — Paris Cedex 07

Chèque bancaire à : O.M.C.F.A.A. (sans numéro). Un reçu pour déduction d'impôts sera envoyé.

Conception et réalisation : SER

LE TEMPS DE LIRE

## Stéphane Nicaise sj

Le Père Jean de Puybaudet. Etre jésuite dans la décolonisation de Madagascar et de l'Océan Indien. Université de la Réunion.

L'ouvrage retrace l'existence d'un jésuite qui n'a cessé de travailler durant 45 ans au développement social et culturel des populations malgaches et réunionnaises dont il avait pénétré peu à peu les mentalités. Ses multiples activités d'animation, de formation n'avaient qu'un but: mettre les gens debout, les conduire à prendre leurs responsabilités pour qu'ils puissent participer à l'émergence d'une société plus juste.

Jean de Puybaudet n'ignorait rien non plus des grandes évolutions politiques qui se dessinaient alors dans ces régions de l'Océan Indien. Il reconnut ainsi la légitimité des aspirations malgaches à l'indépendance et des efforts constructifs pour y parvenir. Plus tard après son expulsion de Madagascar au lendemain de l'indépendance (1962), il poursuivit son apostolat social à la Réunion où il milita en faveur de la décentralisation. Engagements souvent incompris, voire décriés mais indépendants de toute compromission politicienne.

Reste à souligner que ce jésuite d'exception alliait son souci de transformation de la société avec une fidélité profonde aux valeurs évangéliques, une préoccupation pastorale jamais démentie, une volonté de solidarité avec les pauvres qui le conduisit à devenir journalier agricole durant 9 ans.

"Ainsi était le père de Puybaudet qui vécut en s'efforçant de faire le bien. Un homme de Dieu parmi les hommes; un homme du Royaume au milieu du monde" Ce livre couvre sa vie en "quarante petits récits" qui nous retracent simultanément nombre d'aspects de l'histoire de Madagascar (années 50) et de la Réunion (années 60-70). Nul doute que ceux qui ont vécu là-bas ou s'intéressent au devenir de ces territoires liront ce livre avec intérêt.

Louis de Vaucelles

Ouvrage en vente au Secrétariat du Service Jesuite International  
42, rue de Grenelle, Paris 7.

## Prions pour les missionnaires qui nous ont quittés

**Le 14 juin 2007** : le Père JORDAN LAPEIRE, né à Marçay en Baroeul (Nord) le 29 avril 1912, entré dans la Compagnie le 25 septembre 1933 et décédé à Francheville (Rhône). Parti aux Indes dès la fin de son jувénat, il effectua toute sa formation au Maduré et à Kurseong. Nommé à l'île Maurice en charge de la pastorale des Indiens, il se consacra à cet apostolat pendant plus de 20 ans avant d'exercer divers ministères en France et à l'étranger.

**Le 7 juillet 2007** : le Père RENÉ ROI, né à Poitiers le 21 octobre 1931, entré dans la Compagnie le 9 octobre 1951 et décédé à Abidjan. Il a passé 47 ans en Afrique comme professeur au Collège Libermann (Douala), puis comme ingénieur-conseil au Cameroun,

au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire. Après avoir été supérieur de la communauté Saint François-Xavier d'Abidjan, il continua d'animer de nombreux groupes et d'assurer un rôle apprécié d'accompagnateur spirituel.

**Le 7 juillet 2007** : le Père EYMERIC DUVIGNEAU, né à Tarbes le 27 février 1924, entré dans la Compagnie le 21 novembre 1942 et décédé à Lille. Régent à Madagascar (1949-1952), le père y reviendra après son Troisième an comme père spirituel au Collège Saint Michel (1957-1973 et 1996-2002). Entre temps, il fit un long séjour au diocèse de Morondava avant d'être recteur du Scolasticat Saint Paul, puis d'être contraint de revenir en France pour raisons de santé



## Des jésuites à la frontière du Darfour

Capitale du Sultanat du Ouaddaï et centre culturel important autrefois situé sur la route des pèlerins de la Mecque, Abéché était la seule ville du Tchad au moment où les français l'occupèrent en 1909. Les Jésuites y sont présents depuis 1953; les Pères André Worbe et Pierre Faure, notamment, y assurèrent la charge de curé et établirent de bons rapports avec la population musulmane. Aujourd'hui, c'est le Père Joël Rouméas qui a la responsabilité d'une paroisse s'étendant de la frontière libyenne au Nord de Fada jusqu'à la République Centrafricaine au Sud de Goz Beida (soit près de 1500 km). D'Ouest en Est, son territoire se déploie d'Oum-Hadger à Adré (ville limitrophe du Soudan), environ 400 km.

Le travail de Joël Rouméas ne se limite pas à la paroisse d'Abéché composée de fonctionnaires tchadiens venus du Sud et d'expatriés appartenant aux organismes humanitaires; il consiste également à visiter, de temps à autre, la quarantaine de petites communautés chrétiennes, disséminées au milieu d'une population musulmane ultra-majoritaire.

Sur place à Abéché (100 000 hab.), Joël Rouméas entretient d'étroites relations tant avec les lycéens qu'avec les étudiants des formations universitaires locales. Il s'occupe tout particulièrement du Foyer des Jeunes et de sa bibliothèque qui comprend trois sections (français, arabe, livres scolaires) et prépare le lancement de formations audio-visuelles et informatiques. C'est ainsi que se poursuit le travail amorcé par le P. Faure dès 1964 et le P. Henri Coudray, ancien professeur d'arabe litté-

suite en page 2



raire au lycée franco-arabe d'Abéché et actuellement préfet apostolique de Mongo. Son diocèse, auquel appartient la paroisse d'Abéché, s'étend sur 540 000 km<sup>2</sup> pour une population estimée à 1 700 000 habitants, dont 10 000 catholiques.

On le sait, la région est durement touchée par le conflit du Darfour. Plus de deux cent mille réfugiés soudanais sont répartis dans des camps au pays Tama et tout au long de la frontière. De plus, l'extension du conflit au Tchad même a provoqué le déplacement interne d'environ 120 000 autochtones, contraints d'abandonner leurs pauvres villages en raison d'affrontements entre armée nationale et rebelles. Insécurité aggravée par les exactions des milices, dont



les équipes locales déjà à l'œuvre et le souci de faire participer au projet la populations des camps.

les Djangjawids. Dans ce contexte, le *Service Jésuite des Réfugiés* — représenté sur place par le P. Joaquin Ciervide et trois volontaires laïcs — s'est engagé dans le domaine de l'éducation en partenariat avec l'Unicef. Le JRS a d'abord lancé un cycle de formation pour plus d'un millier d'enseignants du primaire et de la maternelle, au bénéfice indirect de 80 000 élèves répartis dans douze camps. L'équipe a aussi effectué une enquête destinée à fournir une éducation primaire adéquate aux 5 000 enfants de cinq camps tchadiens. Il faut enfin penser à une structure de réinsertion pour les enfants-soldats enrôlés de force par les deux camps et qui ont pu être recueillis par des ONG (cf. le *Rapport annuel du JRS, 2006* p. 96) Faire face à une situation où des dizaines de milliers d'enfants ne sont pas scolarisés exige une expertise reconnue, une collaboration avec



## CHINE

### La lettre du Pape aux membres de l'Eglise catholique en République populaire de Chine

**La lettre de Benoît XVI aux catholiques de Chine, publiée le 30 juin dernier, mérite de retenir l'attention à plusieurs titres.**

Et d'abord par son attitude à l'égard des autorités de Pékin. Sans méconnaître les souffrances subies par les communautés chrétiennes depuis près de soixante ans, le Pape se refuse à toute polémique sur le passé. Au contraire, il fait l'éloge de la civilisation millénaire de la Chine, salue les progrès actuels du pays et formule le souhait "de voir rapidement instaurées des voies de communication et de collaboration entre le Saint-Siège et la République populaire de Chine". Notamment au plan de la nomination des évêques. Point essentiel pour que les catholiques "invités à vivre en bons citoyens" puissent vivre leur foi en communion avec "l'Eglise universelle unie au successeur de Pierre". Ensuite, le Souverain Pontife manifeste beaucoup de charité et de compréhension à l'égard des communautés catholiques, dont les divisions ont été occasionnées par le manque de liberté religieuse et par les pressions exercées de l'extérieur de l'Eglise. Tous sont invités à un effort de réconciliation à partir de leurs situations respectives. Ainsi, les évêques légitimés par Rome sont incités à poser des gestes, sans équivoque, de leur pleine communion avec le Pape. Que les autres, ordonnés

sans mandat pontifical, régularisent leur situation canonique. Quant aux évêques non enregistrés, ils sont encouragés, - au vu d'éventuels développements positifs de la politique religieuse du pouvoir - à chercher au niveau de leur diocèse, la reconnaissance des autorités civiles ; "la clandestinité en effet ne rentre pas dans la normativité de la vie ecclésiale".

Le document apporte, de plus, d'importantes réponses aux questions pastorales qui se posent. Prêtres et évêques de l'Eglise "non enregistrée" peuvent concé-

**Note statistique, publiée le 30 juin 2007 par la salle de presse du Vatican (Eglises d'Asie, juillet 2007)**

**Population de la République populaire de Chine:** 1,3 milliard d'habitants  
**Nombre de catholiques:** de 8 à 12 millions. Estimation de 2007  
**Evêques:** plus de 100, dont 60 % sont âgés de plus de 80 ans  
**Nombre de prêtres:** 3 200  
**Communautés religieuses:** 156  
**Nombre de religieuses:** 6 000  
**Nombre de séminaristes:** 2 300  
**Nombre de séminaires:** 30 (12 grands séminaires et 18 petits séminaires)

lébrer avec leurs confrères de l'Eglise "enregistrée", quand ces derniers sont en communion avec le Pape. De même les fidèles peuvent participer à l'Eucharistie célébrée par ces ministres et s'adresser à eux pour les sacrements. Deux points sur lesquels les communautés "clandestines" sont discrètement invitées à évoluer.

Par contre, Benoît XVI se refuse à reconnaître la Conférence épiscopale chinoise parce qu'elle exclue les évêques vivant dans la clandestinité et admet, en son sein, la minorité très réduite des évêques qui n'ont pas demandé ou encore obtenu la légitimation romaine. De même, sont récusées les ingérences abusives dans la vie de l'Eglise de l'Association patriotique des catholiques, un organisme du Parti communiste chinois.

Fondée sur une solide information des besoins et attentes des communautés comme des problèmes auxquels elles sont confrontées, le document se veut un appel pressant à l'unité des catholiques. Sont posées en même temps les bases d'une concertation constructive avec les responsables politiques. Reste à savoir si, dans les mois qui viennent, ils donneront suite ou non à la voie du dialogue ouverte par Benoît XVI.

**Louis de Vaucelles**

## Le Père Général au Vietnam



Lors de son voyage au Vietnam du 6 au 21 juillet dernier, le Père Hans-Peter Kolvenbach a érigé la région indépendante du Vietnam en **Province**. Au delà

de sa signification juridique, le fait marque le dynamisme apostolique de la Compagnie dans ce pays. La nouvelle province compte, en 2007, 26 novices, 39 étudiants, 17 frères et 38 prêtres: 120 membres au total, avec une majorité de jeunes. D'où l'importance de leur formation. Un édifice en construction à Saïgon abritera les cycles de philosophie et de théologie destinés aux scolastiques.

Venant après la restitution aux Jésuites l'an dernier des locaux de l'ancienne bibliothèque du Centre Alexandre de Rhodes, la

visite du Père Général tend à confirmer la volonté d'Hanoi d'améliorer ses relations avec le Saint-Siège et de favoriser une détente en matière de liberté religieuse pour l'Eglise catholique.

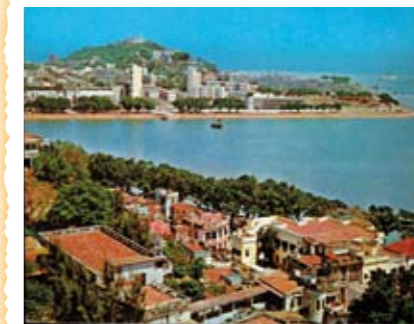


## L'INSTITUT RICCI DE MACAU

Fondé en 1999 par le Père Luis Sequeira sj, juste avant la rétrocession du territoire à la Chine, l'Institut Ricci de Macau poursuit ses orientations de recherche spécifiques:

Le rôle inter-culturel de Macau dans l'histoire de la Chine, l'impact du développement économique sur les traditions éthiques de la philosophie chinoise, Les recherches spirituelles dans la modernité chinoise.

Un autre champ d'investigation est en train de s'ouvrir sous l'impulsion du nouveau directeur (le Père Artur Wardrega sj) qui a déjà publié plusieurs articles concernant la littérature dans la revue trimestrielle et bilingue (chinois-anglais) de l'Institut: *Chinese Cross Currents* (ou "Confluences Chinoises"). Dans



cette ligne, la prochaine conférence internationale de l'Institut, fin novembre 2007, aura pour thème central "Individu et Société dans la littérature chinoise contemporaine". Il s'agit par là de mieux percevoir ce qui est réellement vécu par les gens de l'Empire du Milieu dans leur société et leur culture.

Autant d'efforts de l'Institut Ricci d'ouvrir de nouveaux chemins, d'élargir ses contacts et d'approfondir avec ses amis chinois de communes préoccupations

**Macau Ricci Institute : [www.riccimac.org](http://www.riccimac.org)**

## POURQUOI SE FAIT-ON EXPULSER DE MADAGASCAR ?

Dans sa précédente édition, *La Lettre* a rendu compte de mon expulsion de Madagascar, le 10 mai dernier. Cette décision, unanimement condamnée, a fait la une des journaux pendant plus d'un mois; mais le gouvernement refuse toujours d'en faire connaître les raisons. Quelles leçons peut-on en tirer ?

**Une procédure brutale et inique**  
 Pour la Conférence épiscopale, « la manière dont le Père Sylvain Urfer a été expulsé a stupéfié tout le monde; elle a heurté et

blessé les chrétiens catholiques à travers tout Madagascar. Il a été expulsé comme un danger public; il n'y a pas eu le moindre dialogue - signe de respect mutuel - avec les représentants de la hiérarchie de l'Eglise catholique; et s'il est normal que la Nation malgache soit jalouse de sa souveraineté, il n'en reste pas moins que chacun jouit du respect et des droits propres à toute personne humaine » (Communiqué du 21 mai). Le lendemain, le SeFaFi (l'Observatoire de la vie publique, dont je suis membre

fondateur) rappelait que la loi « garantit à l'étranger séjournant régulièrement à Madagascar les principaux droits fondamentaux reconnus à tout individu présent sur le territoire », à l'exception de ceux d'élire ou d'être élu, d'exercer une fonction publique ou juridictionnelle, etc. L'expulsion est donc totalement illégale.

**Un avertissement à l'Eglise catholique**  
 L'Eglise catholique est la première visée. Ouvertement soutenu par le cardinal archevêque d'Antananarivo mis à la retraite il y